

25 août 2015

Lu *La Grande Crise- Comment s'en sortir autrement*, par James K. Galbraith, Editions du Seuil, Paris, 2015, 309 pages (format 14x22). Il s'agit de la traduction de l'ouvrage anglais : *The End of Normal – The Great Crisis and the Future of Growth*, Simon & Schuster, New York, 2014.

Il faut lire ce nouvel ouvrage de James Galbraith qui offre, comme l'indique le titre français, une ébauche de programme original de sortie qui ouvre sur une perspective de croissance lente sur le long terme dans un cadre qui resterait celui d'un capitalisme, mais très réformé. Cette esquisse pour s'en sortir est dessinée après une analyse non conventionnelle de la situation économique mondiale bouleversée par la crise de 2008 – aux Etats-Unis principalement, et aussi en Europe, peu de choses concernent la Chine, le Japon ou l'Amérique Latine. Son analyse est originale notamment vis-à-vis de celles de keynésiens nouvelle tendance, comme Paul Krugman ou Joseph Stiglitz qui ont une faveur assez large auprès de ceux qui doutent des positions libérales suivies par bien des gouvernements, encouragés par leurs banques centrales. C'est vrai des Etats-Unis mais plus encore de l'Europe figée sur le modèle allemand qui fustige les PIIGS (Portugal, Irlande, Italie, Grèce, Espagne). Moins pragmatique que les Etats-Unis, et ne bénéficiant pas du privilège du dollar mais au contraire soumise aux contraintes d'un Euro pour tous, Bruxelles ne jure que par l'austérité, et s'efforce de mettre fin à l'irresponsabilité de ces pays du Sud¹. Ce qui fait l'originalité de la position de James Galbraith c'est qu'il met en cause le credo commun à toutes ces positions, en quelque sorte cette *conventional wisdom*² que fustigeait son père.

Toutes les analyses certes diffèrent et prêchent une recette différente, soit une relance de la demande effective, soit un amaigrissement notamment de l'Etat, voir pour d'autres encore, simplement d'attendre un peu. Mais elles prédisent toutes, une fois leur potion administrée, un retour à la normale. Qu'est-ce que cette « normale » ? Eh bien pour tous c'est une croissance forte et stable avec un taux de chômage naturel³ !

Le titre anglais, *La Fin de la Normale*, est plus explicite de cette thèse défendue par l'ouvrage. La première partie (*au paradis des optimistes*) passe en revue détaillée les différentes analyses de la grande crise qui s'est révélée en 2008 et s'efforce d'expliquer ce qui fonde cette diversité. Mais en même temps il montre combien elles sont toutes proches. Il cite par exemple Stiglitz (*Le Triomphe de la cupidité*, 2010, p. 59) « les problèmes d'agence et les externalités signifient que l'Etat a un rôle à jouer. S'il travaille bien il y aura moins d'accidents et ceux qui se produiront seront moins coûteux. S'il y en a, l'Etat devra contribuer à ramasser les morceaux ». Et James Galbraith souligne que la critique de Stiglitz, comme celle de Krugman, pour mordante qu'elle soit, laisse les économistes de Chicago au centre du jeu parce que, à les suivre, on doit cependant considérer que « *fondamentalement*, derrière les « défauts » et les « frictions », les accidents sont accidentels » (p.85). Et bientôt donc tout reviendra à la normale.

Différentes potions sont proposées selon les types de diagnostic pour aider à y revenir. L'auteur les analyse et les critique (dans la troisième partie : *Pas de retour à la Normale*), mais suggère (p.223) « le fait est qu'il y a parfois des tournants [...] et si la fin du boom des technologies de l'information en 2000 et la catastrophe financière de 2008 signalent un tournant de ce genre, il faudra tirer le rideau de la période historique [...] qui a commencé en 1945 ». Pour lui c'est sûr, « l'effondrement est définitif [...] le moteur est mort. Mettre les gaz ne le fera pas repartir » (p.184).

¹ Au premier semestre de cette année, James Galbraith est venu épauler son collègue et ami Yanis Varoufakis ministre en charge jusqu'en juillet de renégocier la gestion de la dette grecque ; il a proposé à n'en pas douter les idées qu'on trouve exprimées ici dans cet ouvrage qui avait été publié en novembre 2014 aux Etats-Unis et en janvier 2015 en France.

² John Kenneth Galbraith (1958) *The Affluent Society*, Houghton Mifflin Harcourt, Boston, traduction française, 1961, *L'ère de l'opulence*, Calman-Levy, Paris.

³ Dit encore « Nairu » (*Non-Accelerating Inflation Rate of Unemployment*) par les économistes.

C'est dans la deuxième partie qu'il avait expliqué en quoi le modèle des années cinquante s'est épuisé et comment les rafistolages qui l'ont maintenu à flot depuis les années soixante-dix sont désormais inefficaces. Le titre de cette partie fait un clin d'œil je pense au film de Jonas Åkerlund *les cavaliers de l'apocalypse* (2009), ici ce sont les cavaliers de la fin de la croissance. La croissance passée se faisait sans compter les ressources naturelles et s'appuyait sur la domination (militaire pour les Etats-Unis) sur le reste du monde. Le rôle du coût des ressources, et la futilité de la force (ou du pouvoir ?) en font deux facteurs qui ne peuvent plus servir la croissance. Ils avaient d'ailleurs été oubliés, a-t-il rappelé plus haut, tout comme la technologie, dans les théories libérales de la croissance⁴. La technologie, les nouvelles technologies numériques ont redonné l'espoir à beaucoup, mais à tort. Ces technologies économisent radicalement du travail, en réduisent le coût et contribuent à restreindre le champ des activités économiques rémunérées et rentables (par exemple les postiers, les libraires etc.).

Reste le dernier oublié des théories de la croissance, la monnaie ou la finance. Le secteur financier privé a servi de moteur à la croissance, de bonne manière de 1945 à 1970. Depuis s'est instauré « un modèle d'activité propulsé par la finance spéculative [qui] a duré trente ans [...] Dans les années 1990, le capital-risque, soutenu par les banques, nous a donné le boom des technologies de l'information. Cet épisode qui a peut-être été la dernière grande expansion de notre époque alimentée par le crédit aux entreprises s'est achevé en 2000 [...] puis un pseudo-boom [...] a pris fin en 2007 » (p.259). Là « Dans la marche à la crise la fraude était partout ». C'est sur la critique de ce processus de rafistolage du moteur de la croissance par la finance spéculative que James Kenneth Galbraith retrouve des éléments de l'analyse pénétrante que son père, John Kenneth Galbraith, a présentée en 1967 dans *Le nouvel Etat industriel*⁵. A cet égard, la page 175 est admirable. James Galbraith écrit « Pour mieux réussir et durer, une organisation doit avoir un objectif et de la discipline. Elle doit être gérée comme une entreprise en activité continue. Cela exige la socialisation des principaux acteurs : il faut qu'ils apprennent leur rôle et leurs tâches et les accomplissent avec dévouement ». On en est loin, la fraude était partout.

Alors ? « Il est temps » nous dit Galbraith, « de regarder cette situation en face et de se demander : que faire ? ». C'est ce à quoi il consacre son dernier chapitre qui annonce un balancement entre optimisme à la Pangloss et pessimisme à la Cassandre. Il rejette l'optimisme de ceux prêts à réinventer le New Deal, car même si on le faisait « dans toute son ampleur et avec toute sa dynamique et son « esprit de corps », il resterait à franchir quatre obstacles au moins pour parvenir à la croissance forte et au plein emploi » (p.256). Ces quatre obstacles tiennent aux quatre cavaliers de l'apocalypse : l'épuisement des ressources naturelles avec la dépendance vis-à-vis d'un marché incertain de l'énergie, la mondialisation économique éclatée géopolitiquement, les changements technologiques défavorables, la financiarisation déconnectée de l'économie réelle.

Il ajoute un argument défavorable à la croissance forte qui ne manque pas de poids : « une stratégie économique de croissance forte favorise l'investissement en capital, la substitution du capital et de

⁴ L'auteur aborde également les analyses marxistes et radicales américaines, celles en particulier de Paul Alexander Baran et Paul Sweezy. On peut noter qu'il ne dit mot ni d'un ancien (britannique) Maurice Dobb dont la contribution à la théorie marxiste de la croissance a été remarquable ni de radicaux américains actuels comme Hans Despain. Il ne dit rien non plus des positions du Grec Costas Lapavistas, formé à Londres et lui aussi, comme Yanis Varoufakis (cité par Galbraith qui l'a épaulé par la suite dans la négociation de la Grèce avec Bruxelles), élu en janvier 2015 député de Syriza, mais eurosceptique à la différence de Varoufakis. Pour sûr on ne peut rapporter et discuter tous les avis si nombreux portés sur la crise et sur les meilleurs moyens de s'en sortir. Sur la partie analyses de la crise il considère que les marxistes ou les radicaux n'ont pas pointé l'origine financière de la crise de 2008. On peut supposer que cette distance est aussi liée à ce que ces auteurs sont anti-capitalistes, ce qui laisse sans repère pour imaginer le futur : place relative du marché et du plan, limites à la propriété privée des moyens de production. Galbraith envisage cependant ces derniers points, comme nécessaire à la sortie de crise.

⁵ Ouvrage (paru en français à Paris, chez Gallimard, en 1968, sous le titre *Le nouvel Etat industriel- essai sur le système américain*, traduction de *The New Industrial State*, Houghton Mifflin, Boston) dont John Kenneth Galbraith avait commencé la rédaction quand celle de *L'ère de l'opulence* s'achevait et dont il a repris le manuscrit après avoir été ambassadeur en Inde. Ouvrage donc de quelqu'un qui prit part à la mise en oeuvre du New Deal, qui suivit de près cette époque flamboyante de l'après-guerre et l'impact du Nord sur le Sud ; il s'efforça toute sa vie de détecter et de dépasser les vices de la pensée convenue, celle qui parle de marché mais ni de capitalisme ni de pouvoir ou d'institutions et qui ne sait militer pour la paix.

l'énergie au travail, et alimente la hausse de l'inégalité dans un système où le gagnant rafle la mise ». Selon lui, la situation ne serait pas plus enviable si on choisissait la décroissance, une croissance négative, car dans ce cas « le jeu économique devient un jeu à somme nulle ou pire encore – autrement dit, les gagnants, probablement rares, ne font des profits qu'aux dépens des perdants, probablement nombreux ».

Il ne nous reste que la voie étroite de « viser la croissance lente [...] sur longue durée et de nous ajuster matériellement et psychologiquement à cette perspective » (p.260). Un modèle de croissance lente doit encourager « une forme de capitalisme qualitativement différente, fondée sur des unités économiques plus décentralisées, qui auront des coûts fixes relativement bas, un usage relativement élevé de la main d'œuvre par rapport aux machines et aux ressources, des taux de rentabilité attendus relativement faibles, mais qui seront toutes soutenues par un cadre de normes du travail et des mesures de protection sociale » (p.272). Il ne revient pas sur les qualités que devront avoir toutes ces organisations et qu'il a déjà énoncées. En revanche il met quelques recommandations noir sur blanc.

On y trouve au premier rang « réduire l'échelle des institutions qui utilisent des ressources matérielles » (p.261). Cela signifie par exemple aux Etats-Unis, de réduire les armées à seulement une partie de la Navale, de se passer des grandes banques « qui ne servent qu'à concentrer le contrôle et le pouvoir [et qui] financent cette dynamique en extorquant un tribut, sous forme d'intérêts, à leurs emprunteurs » (p.263), il préfère y remettre en place un service public. L'Etat doit aussi assurer une protection sociale qui donne à chacun la garantie de disposer « des éléments essentiels d'une vie décente » (p.263), il doit réduire fortement la durée du travail et les impôts sur le travail et la consommation, mais alourdir la fiscalité sur les rentes économiques et par exemple sur les successions et donations. La question des ressources naturelles apparaît peu même si dans le fil du texte il indique « la nécessité de rendre la vie économique moins intensive en énergie » (p.265) et s'il termine ce chapitre par un énigmatique « Et il y a la question du changement climatique » (p.272). Il ne dit rien sur la thèse l'essayiste américain Jeremy Rifkin qui soutient que l'investissement massif dans ce qu'on peut appeler l'économie verte numérique⁶ pourrait donner un ultime boom avant le naufrage final.

L'ouvrage se termine par un *Epilogue* où James Galbraith nous livre en quelque sorte sa morale de l'histoire économique de 1945 à nos jours en comparant la situation de l'économie américaine d'aujourd'hui avec celle de l'URSS quand elle s'est effondrée en 1991. Il souligne la fragilité d'un système rigide fondé sur des coûts fixes très élevés et les économies d'échelle quand les conditions initiales de la mise en place du système ont disparu. Les Etats-Unis ont un « grand système industriel confronté à des technologies dépassées, à des entreprises rigides, et à une hausse des coûts externes » p.280. Comment faire face ? James Galbraith avance une suggestion, terminale si je puis dire (p.279). « La planification a peut-être de gros défauts, mais lui substituer la politique et l'arbitrage financier ne garantit pas de meilleurs résultats.» A bon entendeur, salut !

Marc Humbert

⁶ Jeremy Rifkin (2011) *The Third Industrial Revolution: How Lateral Power Is Transforming Energy, the Economy, and the World*, Saint Martin Press, New York, traduction française (2012) *La troisième révolution industrielle-Comment le pouvoir latéral va transformer l'énergie, l'économie et le monde*, Les liens qui libèrent, Paris.